

# ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2025/073T

**Arrêté portant interdiction de stationnement et restriction de la circulation, dans le cadre de travaux de remplacement d'un tampon en fonte, au 25, rue de Migneaux, à Poissy, du 3 au 22 février 2025**

Le Maire,

Vu la demande en date du 27 janvier 2025, par laquelle la Société SARL A2E TP mandaté par SUEZ sollicite des mesures de restriction de stationnement et de la circulation, afin d'effectuer des travaux de remplacement d'un tampon en fonte, au 25, rue de Migneaux, à Poissy, du 3 au 22 février 2025,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2122-24, et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment les articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants et R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 113-2 et L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L. 511-1,

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 131-41 et R. 610-5,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, du 22 octobre 1963,

Vu l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018, réglementant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes dans diverses voies de Poissy,

Vu l'arrêté permanent n° 2022/800P du 4 juillet 2022, portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Georges MONNIER, deuxième adjoint au Maire, délégué aux espaces publics, à la propreté urbaine et à la commande publique,

Considérant que des travaux de remplacement d'un tampon en fonte, au 25, rue de Migneaux, à Poissy, doivent être réalisés par la Société SARL A2E TP, du 3 au 22 février 2025,

Considérant qu'il importe dès lors d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des intervenants,

Considérant qu'il est donc nécessaire de réglementer la circulation,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1 :**

Du 3 au 22 février 2025, le stationnement sera interdit au droit du chantier, sauf pour la Société SARL A2E TP, afin de réaliser des travaux de remplacement d'un tampon en fonte, au 25, rue de Migneaux, à Poissy.

### **Article 2 :**

Du 3 au 22 février 2025, dans le cadre des travaux de remplacement d'un tampon en fonte, au 25, rue de Migneaux, à Poissy :

- la voie de circulation sera réduite sur une voie et une circulation alternée sur chaussée opposée sera mise en place,
- une déviation pour les piétons de part et d'autre des travaux, sera mise en place

### **Article 3 :**

Du 3 au 22 février 2025, la Société SARL A2E TP sera autorisée à emprunter des voies interdites à la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes en dérogation des arrêtés permanents n° 2018/511P du 24 mai 2018 et n° 2018/1205P du 25 octobre 2018.

### **Article 4 :**

Le bénéficiaire aura la charge de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire correspondant aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté, de part et d'autre du chantier. Il sera responsable des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

### **Article 5 :**

Le bénéficiaire devra veiller à :

- maintenir les trottoirs et chaussées propres ;
- réduire au maximum la gêne apportée aux riverains ;
- maintenir un cheminement piétonnier continu et sécurisé ;
- évacuer par ses propres moyens tous les déchets générés (cartons et emballages) conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

### **Article 6 :**

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

### **Article 7 :**

Seront considérés comme gênants, au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, les véhicules en infraction avec les dispositions susvisées. Ces véhicules pourront être mis en fourrière par les soins des services de police, aux frais de leurs propriétaires.

### **Article 8 :**

Le Directeur Général des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### **Article 9 :**

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage, ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56, avenue de Saint-Cloud, 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Poissy, le 28 janvier 2025

Pour le Maire et par délégation,  
Georges MONNIER



Le Deuxième Adjoint,  
Délégué aux espaces publics,  
À la propreté urbaine et à la commande publique

Document publié sur le [site de la ville](#) le 31/01/2025